

Mobiliser la société civile canadienne dans la mise en œuvre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique

Mai 2024

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	3
Sommaire.....	4
1 Introduction: à propos du processus.....	8
1.1 Objectifs des consultations	8
1.2 Le « fil conducteur » dans l'élaboration du processus de consultation.....	8
1.3 Principes d'engagement	9
1.4 Contraintes et défis.....	10
2 Points saillants de la consultation.....	12
2.1 Allocution d'ouverture.....	12
2.2 Panel de discussion.....	12
2.3 En savoir plus sur l'objectif stratégique # 3 : investir dans les personnes et les connecter.....	15
3 Conclusion.....	22
3.1 Recommandations	22
3.2 Prochaines étapes.....	24

Remerciements

Coopération Canada tient à remercier de nombreuses personnes et organisations pour le soutien apporté à cette consultation publique

- Fondation Asie Pacifique
- Conseil des affaires du Canada
- Conseil commercial Canada-ANASE
- Croix-Rouge canadienne (CRC)
- CARE Canada
- Ambassade du Vietnam au Canada
- Fonds Égalité
- FinDev
- Le Comité central mennonite (CCM)
- Mission de justice internationale (MJI)
- Conseil ontarien pour la coopération internationale (COCI)
- Le Bureau de promotion du commerce Canada (TFO Canada)
- UPA Développement international (UPA DI)
- Vincent Rigby

Nous vous remercions chaleureusement d'avoir participé à cette consultation publique en tant qu'animateur.trice.s, preneur.euse.s de notes et panélistes.

Sommaire

Lancée en novembre 2022, la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (ci-après la SIP ou la Stratégie), présente une approche globale et intégrée visant à étendre la présence du Canada et à renforcer les partenariats dans la région indo-pacifique afin de protéger et de promouvoir efficacement les intérêts canadiens. Compte tenu de l'essor de la région indo-pacifique et de ses répercussions profondes sur la vie des Canadiens et Canadiennes, le gouvernement du Canada a reconnu la nécessité d'élaborer une stratégie globale et pansociétale pour guider les actions du Canada dans cette région importante. La stratégie définit cinq objectifs stratégiques interdépendants :

1. Promouvoir la paix, la résilience et la sécurité
2. Développer les échanges commerciaux, les investissements et la résilience de la chaîne d'approvisionnement
3. Investir dans les personnes et les connecter
4. Construire un avenir durable et vert
5. Le Canada, partenaire actif et engagé de l'Indo-Pacifique

Afin d'atteindre le troisième objectif de la SIP, à savoir *Investir dans les personnes et les connecter*, Affaires mondiales Canada (AMC) a collaboré avec Coopération Canada, un important rassembleur et la voix nationale des organisations de la société civile (OSC) canadienne engagées dans la coopération internationale, pour organiser une consultation publique sur la mise en œuvre de la SPI.

Le présent rapport présente une synthèse de « ce qui a été entendu » lors de la consultation du 15 janvier 2024, qui a rassemblé près de 225 participant.e.s à Ottawa (80 participant.e.s en personne) et en ligne (124 participant.e.s) issus des secteurs du développement, de la philanthropie, des affaires, du gouvernement et de la diplomatie. Ce rapport reflète donc ce qui a été partagé et discuté lors de la consultation. Il ne reflète aucunement les positions officielles ou les recommandations de Coopération Canada. Les objectifs de la consultation étaient les suivants.

- Sensibiliser l'ensemble de la société civile canadienne à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique ;
- Mobiliser le secteur de la société civile canadienne dans la mise en œuvre de la stratégie et faciliter un dialogue constructif et un échange d'expertises précieuses ; et
- Servir de rampe de lancement pour des événements régionaux complémentaires organisés par des partenaires de la société civile à Montréal, Toronto et Vancouver.

L'allocation d'ouverture de Kate Higgins, directrice générale de Coopération Canada, et les observations liminaires de Christopher MacLennan, sous-ministre du Développement international à Affaires mondiales Canada, ont attiré l'attention sur l'ambition et la portée de la stratégie et sur l'importance des partenariats pour concrétiser cette ambition.

La table ronde qui a suivi a souligné l'importance critique de la région indo-pacifique pour le Canada et le rôle que les acteur.trice.s canadien.ne.s peuvent jouer dans cette région, tout en reconnaissant la complexité accrue de l'environnement géopolitique. Les points saillants de cette table ronde ont été les suivants :

- L'interconnexion des cinq objectifs stratégiques de la stratégie. Par exemple, la stabilité de la région indo-pacifique (premier objectif stratégique de la SIP) est essentielle à la paix et à la sécurité mondiales, avec des incidences évidentes sur le deuxième objectif stratégique de la SIP, qui consiste à développer les échanges commerciaux, les investissements et la résilience des chaînes d'approvisionnement.
- La recherche d'opportunités économiques pour les entreprises canadiennes ne doit pas occulter l'accent mis sur la solidarité, qui est un aspect critique pour favoriser l'établissement de liens et de partenariats entre les personnes (et une priorité pour la société civile). Les OSC canadiennes ont une longue tradition de travail en partenariat et en solidarité avec les acteur.trice.s de la région, par exemple dans le cadre de programmes de longue date d'autonomisation des femmes et de réduction de la pauvreté. Ces partenariats ont une importance stratégique pour les relations entre le Canada et cette région.
- Les liens entre les droits de la personne, la responsabilité des entreprises et la durabilité environnementale doivent demeurer à l'avant-plan de la mise en œuvre de la stratégie, tandis que le Canada se positionne comme un partenaire actif et engagé dans la région indo-pacifique.

Après cette riche discussion, les participant.e.s se sont engagé.e.s dans des discussions en petits groupes sur le troisième objectif stratégique de la SIP, *Investir dans les personnes et les connecter*, à travers des conversations plus ciblées et plus approfondies portant sur les liens entre cet objectif stratégique et les quatre autres objectifs stratégiques. Les principales recommandations pour la mise en œuvre de la SIP sont présentées ci-dessous. Les recommandations générales et transversales qui en ressortent sont présentées en premier, suivies de recommandations plus spécifiques pour chacun des cinq objectifs stratégiques de la SIP.

Recommandations transversales

Garantir la protection des droits de la personne

Pour assurer la mise en œuvre de la SIP, le Canada doit rester fidèle à son engagement vis-à-vis des droits de la personne. Cela pourrait impliquer la nomination d'un médiateur ou d'une médiatrice qui serait, par exemple, chargé d'examiner les incidences des accords commerciaux et des pratiques du travail sur les droits de la personne. Il s'agit également d'intégrer les droits de la personne dans les conversations sur la démocratie, l'espace civique et la liberté des médias, tout en tenant compte des sensibilités liées à l'utilisation d'un langage axé sur les droits de la personne.

Veiller à la cohérence des politiques sur l'ensemble de la politique étrangère, du commerce et de l'aide publique au développement dans la région

La cohérence des politiques devrait être au centre de l'engagement du Canada dans la région indo-pacifique, et l'expérience de la SIP pourrait d'ailleurs éclairer les stratégies et les approches canadiennes en matière de cohérence des politiques dans d'autres régions du monde. L'engagement du Canada dans la région doit inclure une cohérence accrue entre la politique étrangère du Canada, l'aide publique au développement (qui s'inscrit dans la Politique d'aide internationale féministe, PAIF), ainsi que les politiques et les stratégies de promotion du secteur privé et du commerce.

Intégrer une réflexion critique à la mise en œuvre de la SIP

Le gouvernement devrait maintenir une réflexion critique dans la mise en œuvre de la SIP, notamment en comparant l'approche du Canada en matière d'engagement dans la région indo-pacifique avec celles d'autres pays et en élaborant des indicateurs pour mesurer les progrès de cette mise en œuvre.

Recommandations thématiques

Paix et sécurité : intensifier les efforts pour garantir le succès des initiatives liées à la paix, aux crises humanitaires et au développement

Le gouvernement devrait intensifier ses efforts pour concevoir et financer des initiatives efficaces au carrefour de la paix, du développement et de l'action humanitaire dans la région indo-pacifique, en maintenant la cohérence entre les piliers sur lesquels repose la politique étrangère du Canada pour renforcer la stabilité et la résilience dans la région.

Commerce et investissements : Soutenir le développement des marchés avec divers partenaires

Le Canada devrait soutenir les efforts de développement des marchés dans la région indo-pacifique et les efforts entre cette région et le Canada, en aidant des entrepreneurs canadiens dans leur diversité - p. ex. les Autochtones, les femmes, les petites et moyennes entreprises - à établir des réseaux sur les marchés indo-pacifiques, en profilant les possibilités d'affaires au Canada pour les entrepreneurs de cette région et en promouvant des pratiques de travail éthiques à travers la région indo-pacifique.

Investir dans les personnes et les connecter

- **Faire progresser des partenariats équitables et adaptés aux contextes**

Le gouvernement du Canada devrait faire avancer les partenariats équitables qui s'attaquent aux approches coloniales de la coopération internationale, notamment en favorisant l'action climatique menée par les Autochtones, en renforçant le développement des entreprises locales dès leur lancement, en adoptant des stratégies d'investissement sous le prisme d'égalité des

genres et en s'engageant dans l'éducation mutuelle et l'échange de compétences. Cela requiert de s'attaquer urgemment aux restrictions de voyage et aux goulets d'étranglement en matière de visas pour les visiteurs de la région indo-pacifique, mais aussi de reconnaître les grandes diversités de l'indo-pacifique et d'éviter l'adoption d'approches « uniformisées ».

- **Soutenir la société civile en tant que partenaire actif dans la mise en œuvre de la SIP**

Il est essentiel de reconnaître et d'encourager le rôle de la société civile dans la mise en relation des personnes. Le financement alloué aux OSC canadiennes pour travailler dans la région indo-pacifique est actuellement limité, et les organisations de cette région ont très peu d'opportunité de soutien qui leur sont offertes, notamment par le biais de financements, mais aussi peu d'occasions de faire valoir leurs propres stratégies.

Durabilité : démontrer un véritable engagement envers le leadership climatique

La SIP offre au Canada l'occasion de faire preuve de leadership dans la lutte contre le changement climatique, ce qui en fait une question transsectorielle dans la mise en œuvre de cette stratégie. Il pourrait notamment s'agir d'améliorer la compréhension des solutions climatiques naturelles dirigées par les autochtones, de renforcer la collaboration avec les petits États insulaires et d'établir des alliances solides permettant des réponses collectives aux urgences climatiques.

Partenariats : démontrer la proposition de valeur et les priorités du Canada dans la région

Le Canada devrait démontrer une fois de plus sa proposition de valeur dans la région en clarifiant ses priorités (par pays clés et par questions clés). Le gouvernement devrait également réfléchir à la manière de s'assurer que la présence du Canada dans la région, notamment en matière de développement international, est positionné pour un engagement multipartite et cohérent dans la région.

1 Introduction: à propos du processus

1.1 Objectifs des consultations

Depuis plus de cinq décennies, Coopération Canada (anciennement appelé Conseil canadien pour la coopération internationale ou CCCI) est un important rassembleur, chef de file et défenseur des organisations de la société civile (OSC) canadiennes œuvrant dans le domaine de la coopération internationale. Dans ce rôle, Coopération Canada entretient une relation de longue date avec Affaires mondiales Canada (AMC) et s'associe régulièrement avec le ministère pour développer des dialogues et des consultations entre le ministère et les partenaires de la société civile canadienne et au-delà. S'appuyant sur cette collaboration stratégique, Coopération Canada a travaillé avec AMC pour organiser et mener à bien la consultation sur la Stratégie Indo-Pacifique (SIP).

La collaboration entre AMC et Coopération Canada autour de la SIP de la SIP repose sur la double hypothèse qu'un engagement efficace de la société civile est la clé du succès de la SIP, et que l'assistance internationale est une composante essentielle de cette stratégie. Coopération Canada et AMC ont commencé à travailler ensemble en novembre 2022 pour affiner l'approche de l'engagement, aux côtés de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), du Conseil de la Colombie-Britannique pour la coopération internationale, (CCBCI), du Réseau de coordination des conseils l'Inter-Council Network (RCC) et du Conseil ontarien pour la coopération internationale Council (COCI). Vu sa position de coalition nationale, et le travail que celle-ci mène pour informer l'engagement du Canada dans d'autres régions, y compris l'Afrique, il a été convenu que Coopération Canada dirigerait l'organisation d'une consultation nationale. Cette consultation avait pour objectifs de :

- Sensibiliser l'ensemble de la société civile canadienne à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique ;
- Mobiliser le secteur de la société civile canadienne dans la mise en œuvre de la stratégie et faciliter un dialogue constructif et un échange d'expertises précieuses ; et
- Servir de rampe de lancement pour des événements régionaux complémentaires organisés par des partenaires de la société civile à Montréal, Toronto et Vancouver.

Le présent rapport présente une synthèse de « ce qui a été entendu » lors de la consultation du 15 janvier 2024, qui a rassemblé près de 225 participant.e.s à Ottawa (80 participant.e.s en personne) et en ligne (124 participant.e.s) issus des secteurs du développement, de la philanthropie, des affaires, du gouvernement et de la diplomatie. Ce rapport reflète donc ce qui a été partagé et discuté lors de la consultation. Il ne reflète aucunement les positions officielles ou les recommandations de Coopération Canada.

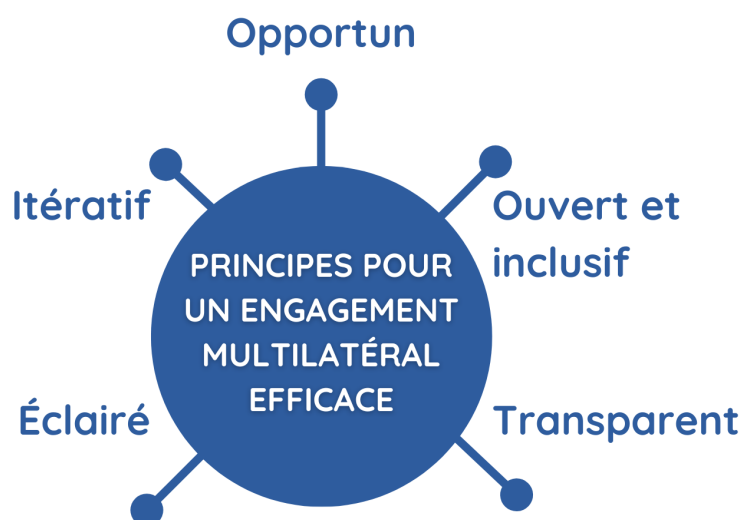
1.2 Le « fil conducteur » dans l'élaboration du processus de consultation

Dans la planification et l'organisation de la consultation nationale, le « fil conducteur » de Coopération Canada a été la gestion de l'étendue et de la profondeur des discussions. Il s'agissait, d'une part, de présenter les objectifs généraux et interconnectés de la stratégie, tel que précédemment convenu au cours de conversations avec AMC et les conseils régionaux, et, d'autre part, de favoriser une analyse plus approfondie du troisième objectif stratégique de la SIP. La réussite de cette tâche ardue consistant à gérer l'ampleur et la profondeur a nécessité une réflexion minutieuse sur le choix des participants et une adhésion diligente aux principes établis de l'engagement des parties prenantes.

1.3 Principes d'engagement

Lors de la planification et de l'organisation de cette consultation publique, Coopération Canada a veillé à suivre une approche fondée sur des principes, inspirée des pratiques éthiques en vigueur au Canada¹ et à l'étranger². La figure 1, ci-dessous, illustre notre approche.

Figure 1. Principes pour un engagement multilatéral efficace³



1.3.1 Opportun

1 Conseil ontarien pour la coopération internationale, COCI (2022). Ethical Principles for Public Engagement Practice. https://ocic.on.ca/wp-content/uploads/2022/01/PRFPE_F.pdf

2 Conseil ontarien pour la coopération internationale, COCI (2022). Ethical Principles for Public Engagement Practice. https://ocic.on.ca/wp-content/uploads/2022/01/PRFPE_F.pdf

3 Conseil de la Colombie-Britannique pour la coopération internationale, CCBCI, et le Conseil canadien pour la coopération internationale CCCI (2019). Effective multi-stakeholder engagement to realize the 2030 Agenda. Good Practice in 2030 Agenda Implementation Series. https://www.bccic.ca/wp-content/uploads/2019/06/Effective_Engagement_International.pdf

En respectant le principe selon lequel un engagement multipartite efficace doit se faire en temps opportun, nous nous sommes efforcés de nous engager tôt et avons entamé la communication avec les personnes ressources clés dès que les accords contractuels entre AMC et Coopération Canada ont été finalisés en novembre 2023. Cela a permis aux parties prenantes de disposer d'un délai raisonnable pour planifier et préparer leur engagement au cours de la nouvelle année. La date limite d'inscription a été repoussée pour tenir compte des vacances et du retour progressif au travail.

1.3.2 Ouvert et inclusif

Coopération Canada est consciente qu'ouverture n'est pas synonyme d'inclusivité. Des efforts raisonnables ont été déployés pour assurer la présence et la participation de personnes et de groupes qui ont rarement l'occasion de s'engager les uns avec les autres, c'est-à-dire les OSC de développement international, les associations d'entreprises, la communauté diplomatique, etc. L'adoption d'un format bilingue et hybride pour l'événement a permis aux participant.e.s de se connecter en ligne et en personne.

1.3.3 Transparent et éclairé

Étant donné que l'engagement multipartite doit être transparent, nous avons veillé à ce que les informations soient clairement partagées, le plus largement possible, en français et en anglais, et ce malgré les délais serrés.

Les participant.e.s ont tous et toutes reçu une trousse d'information contenant, outre des informations logistiques, des informations générales sur la SIP, l'ordre du jour et les objectifs de l'événement, les biographies des intervenant.e.s et des questions directrices pour les discussions de groupe. Après l'événement, les participant.e.s inscrits ont été invités à répondre à une enquête de satisfaction.

1.3.4 Itératif

Un engagement multipartite efficace doit être itératif, c'est la raison pour laquelle cet événement national sert de rampe de lancement pour les tables rondes régionales à venir. La séance plénière a été enregistrée pour être partagée avec les conseils provinciaux, en préparation de leurs événements de consultation respectifs. Le présent rapport sera également partagé avec ces organismes afin de permettre une complémentarité et un engagement plus approfondi.

1.4 Contraintes et défis

1.4.1 Champ d'application

Compte tenu de la complexité de la SIP, il a été difficile d'aborder tous les thèmes en profondeur en un seul événement. Il est manifestement nécessaire d'établir un processus de consultation permanent avec des points de contact réguliers et planifiés avec les parties prenantes engagées. Cela permettrait de décortiquer les objectifs stratégiques interdépendants avec le degré de profondeur qui s'impose pour l'analyse de chacun d'entre eux, d'une manière que les consultations préliminaires peuvent difficilement atteindre.

1.4.2 Représentation

Au-delà de la société civile, des efforts ont été faits pour impliquer les milieux d'affaires, les experts en politique étrangère et en sécurité ainsi que les praticien.ne.s du développement pour cet événement. Il est important de noter que d'autres groupes importants, notamment ceux représentant les peuples autochtones et les groupes de la diaspora, n'ont pas participé à cette consultation.

1.4.3 Calendrier

Une consultation publique devrait idéalement avoir lieu pendant que la stratégie soit en cours d'élaboration, afin de permettre aux différents intérêts et préoccupations d'être pris en compte. Par ailleurs, la consultation a eu lieu après la clôture de la période de soumission des propositions des OSC.

1.4.4 Lieu

Le lieu choisi pour la consultation présentait plusieurs contraintes liées à l'accessibilité, à la sécurité, à la gestion du temps et à l'accès à l'internet.

2. Points saillants de la consultation

2.1 Allocution d'ouverture

Kate Higgins, directrice générale de Coopération Canada, a accueilli les participant.e.s en rappelant la nature aiguë et chronique des défis mondiaux qui touchent le Canada et la population canadienne. Du changement climatique à l'érosion de la démocratie, en passant par l'insécurité mondiale accrue et l'incertitude économique mondiale, l'avenir du Canada est inextricablement lié à celui du reste du monde - notamment la région indo-pacifique. Mme Higgins a souligné que les membres de Coopération Canada ont des partenariats de longue date avec les communautés de la région indo-pacifique. En collaborant avec leurs partenaires respectifs, ils sont à l'avant-garde de la mise en œuvre de la Politique d'assistance internationale féministe (PAIF), de la fourniture d'une aide humanitaire en cas de catastrophes naturelles et de conflits, de la création d'opportunités pour un développement économique durable et inclusif, ainsi que de la défense et de la promotion de la démocratie et des droits de la personne.

Dans son allocution liminaire, Christopher MacLennan, Sous-ministre du Développement international au sein d'Affaires mondiales Canada, a reconnu les nombreux territoires traditionnels qui accueillent les bureaux d'AMC à travers le pays, y compris les bureaux de la région de la capitale nationale situés sur le territoire traditionnel et non cédé du peuple algonquin Anishinaabe. Le Sous-ministre MacLennan a souligné que la stratégie décennale indo-pacifique constitue une démonstration opportune pour le Canada qui cherche à « redoubler d'efforts » dans la région à travers divers secteurs, en raison de l'importance de l'indo-pacifique pour le Canada et les Canadiens.

Le Sous-ministre MacLennan a souligné que la réduction de la pauvreté et la stimulation de la croissance économique sont au cœur de la SIP, tout comme de la PAIF. Les 2,5 milliards de dollars alloués pour les cinq premières années de la SIP concernent 24 initiatives distinctes réparties entre 17 ministères et agences fédérales. L'une de ces initiatives comprend une enveloppe de financement de 30 millions de dollars destinée à renforcer la société civile et les espaces démocratiques dans la région indo-pacifique. Affaires mondiales Canada examine actuellement les notes conceptuelles soumises par des organisations canadiennes en réponse à cet appel d'offre.

2.2 Panel de discussion

Odette McCarthy, directrice générale d'Equitas et membre du conseil d'administration de Coopération Canada, a introduit la table ronde, la présentant comme une occasion d'aborder des sujets qui ne sont pas souvent réunis dans une même discussion mais également l'opportunité d'entendre des points de vue critiques sur les cinq objectifs stratégiques interconnectés.

Vincent Rigby, le professeur de pratique de la famille Slater de l'École de politiques publiques Max Bell de l'Université McGill, a fait part de ses réflexions sur la paix et la sécurité, tout en saluant l'ambition et l'engagement financier de la stratégie, et a exprimé des préoccupations au sujet de la capacité du Canada à maintenir une présence militaire dans la région et à mobiliser d'importantes ressources à la hauteur de ses ambitions. Notant que les capacités du Canada en matière de « puissance dure » ne garantissent pas de siège à des tables importantes telles que

l'Alliance Aukus ou le partenariat diplomatique Quad, M. Rigby a souligné la possibilité pour le Canada de tirer parti de ses capacités en matière de « puissance douce » dans des domaines tels que la cybersécurité et la recherche en matière de renseignement. Dans l'ensemble, il espère que les 2,3 milliards de dollars constituent un acompte qui sera suivi d'investissements plus stratégiques à l'avenir.

Pour M. Rigby, la SIP pourrait marquer un tournant en matière d'engagement soutenu dans la région, mais il faut que la stratégie soit plus étoffée, ce qui commence par clarifier et solidifier les relations clés avec des pays comme la Chine et l'Inde. M. Rigby s'est dit préoccupé par la cohérence entre la SIP et le reste de la politique étrangère du Canada et à d'autres politiques d'engagements régionaux. Il a souligné la possibilité de s'appuyer sur la SIP au cours des cinq premières années, en développant les relations interpersonnelles grâce à des capacités non techniques, notamment par le biais du renforcement des capacités, en tirant parti des travaux réalisés dans le cadre du programme pour les femmes, la paix et la sécurité, et en luttant contre la violence fondée sur le genre, par exemple.

Trevor Kennedy, vice-président, Commerce et politique internationale, Conseil canadien des affaires, a abordé le deuxième objectif stratégique de la SIP, à savoir développer les échanges commerciaux, l'investissement et la résilience de la chaîne d'approvisionnement, et a souligné les possibilités qu'offre la région indo-pacifique aux entreprises canadiennes. Les risques géopolitiques et le changement climatique augmentent la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'ambitieuse stratégie commerciale du Canada est progressivement mise en œuvre grâce à des accords commerciaux bilatéraux et régionaux avec l'Indonésie et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ainsi qu'à des missions commerciales conjointes dans plusieurs pays. Les parties prenantes canadiennes, et plus particulièrement les acteur.trice.s du monde des affaires ont l'occasion de montrer aux acteur.trice.s régionaux que le Canada qui est présent dans la région, compte y rester. La sécurité économique et la transition énergétique sont toutes deux au cœur des préoccupations des entreprises et des gouvernements, et le Canada a beaucoup à offrir à la région indo-pacifique, en termes de capitaux (p. ex., par l'intermédiaire des fonds de pension), de ressources et de technologies (par exemple, le gaz naturel liquéfié canadien, l'hydrogène, l'énergie nucléaire et les petits réacteurs modulaires, ainsi que les minéraux essentiels). L'engagement dans la région indo-pacifique se justifie par la stabilité et la sécurité qu'offre le Canada. Le Canada doit maintenir une politique cohérente dans son engagement. Les membres du Conseil canadien des affaires considèrent que les entreprises dirigées par des autochtones ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre de la SIP, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles.

Représentant les diplomates de l'ANASE au Canada, Dr Quynh Tran, cheffe du bureau commercial de l'ambassade du Vietnam, a salué la SIP comme un symbole du retour du Canada dans la région. La SIP est une étape importante pour le Canada, bien qu'il soit reconnu que cette Stratégie ait été publiée après la parution de la stratégie indo-pacifique de l'ANASE. L'un des traits dominants des pays de l'ANASE est la solidarité plutôt que la concurrence dans une période de polarisation accrue. Dr Tran a évoqué les liens importants entre les droits de la personne, la responsabilité des entreprises et la durabilité environnementale, autant de considérations importantes pour les entreprises du Canada et de l'ANASE qui étendent progressivement leurs intérêts,

passant de l'immobilier et des ressources naturelles à l'équipement électronique, à l'automobile et aux technologies émergentes de transition énergétique. En outre, les chemins de fer Ouest-Est offrent aux entreprises de l'ANASE des possibilités d'expansion en Amérique du Nord. Les entreprises de l'ANASE sont conscientes de la nécessité d'une diversification sectorielle pour maintenir des chaînes d'approvisionnement solides. La résilience ne devrait plus être le paradigme dominant. En effet, la taille du marché est essentielle pour permettre aux petites et moyennes entreprises de prospérer, et la coopération est donc essentielle.

Emrul Hasan, vice-président des programmes mondiaux de CARE Canada, a apporté une perspective de solidarité en soulignant que le contexte géopolitique complexe de la région indo-pacifique se reflète dans les objectifs stratégiques interconnectés de la SIP. Il a insisté sur la nécessité de passer de l'interconnexion à l'intégration de priorités telles que les droits de la personne et l'égalité des genres et de les articuler comme des priorités transversales dans l'ensemble de la SIP, plutôt que comme des dimensions autonomes. En ce qui concerne la durabilité, il s'est félicité de l'engagement des acteurs du monde des affaires dans les discussions sur la durabilité et l'action climatique. Observant comment les OSC favorisent les liens et les partenariats entre les personnes, M. Hasan a rappelé à l'audience que le développement économique n'est pas nécessairement synonyme de développement social. La PAIF est fondée sur l'égalité des genres et la dignité humaine, et ces principes et résultats importants ne sont pas bien compris par la communauté des affaires. Le défi de la SIP est de favoriser et d'articuler les conversations autour de ces thèmes.

S'exprimant principalement sur le cinquième objectif stratégique de la SIP - le Canada en tant que partenaire actif et engagé de l'Indo-Pacifique - Dr A.W. Lee, directeur du commerce international inclusif à la Fondation Asie Pacifique du Canada, a fait part de certaines orientations prises par la Fondation pour présenter le Canada comme une opportunité pour les pays de l'Indo-Pacifique, notamment en renforçant sa présence dans la région (à Singapour en particulier). La Fondation s'emploie activement à démontrer les ressources disponibles au Canada dans plusieurs domaines tels que l'éducation et les affaires. Dr Lee a reconnu que le Canada avait un problème d'image de marque en Asie, car il est perçu comme un modeste fournisseur d'aide au développement (avec une aide contractée au fil des ans) et davantage comme une économie de ressources (produits forestiers, etc.) Cette image doit être modifiée pour présenter le Canada comme un centre d'innovation et de technologie, en particulier pour les pays à forte croissance de la région. L'initiative Women Business Mission (Missions commerciales féminines), menée par la Fondation Asie-Pacifique, contribue à mettre en avant la proposition de valeur du Canada en matière de prospérité et de dignité partagées, en offrant une opportunité de collaboration, de respect et de dignité partagée. Cela reflète la vision de nombreux pays d'Asie du Sud-Est qui ont connu une histoire coloniale difficile.

En matière de relations interpersonnelles, il y a de la place pour la croissance des deux côtés du Pacifique. Les sondages d'opinion nationaux fournissent des données longitudinales qui démontrent que l'opinion publique au Canada est dominée par des observations sur l'ascension fulgurante de la Chine, bien que cette tendance ait été contrebalancée ces dernières années dans divers segments du public canadien, en fonction de l'âge, de l'appartenance ethnique, etc. Par exemple, les jeunes générations s'intéressent davantage à la culture, tandis que les générations

plus âgées sont plus portées sur la géopolitique. De même, les sentiments négatifs à l'égard de certains pays asiatiques ne sont pas uniformes au Canada. La Fondation Asie Pacifique développe l'intérêt pour la région par le biais de programmes éducatifs et professionnels. L'approche multidimensionnelle de la SIP crée un réseau solide et une base pour des relations diplomatiques et économiques durables, et l'engagement de 2,3 milliards de dollars représente une mise de fonds. Dr Lee a également indiqué que, depuis 2018, la Fondation Asie Pacifique aide les femmes entrepreneurs canadiennes à trouver de nouveaux marchés en Asie et des opportunités interconnectées par le biais de la stratégie de l'écosystème des femmes entrepreneurs d'AMC. Cela contribue à combler le fossé entre les genres et à remédier au faible taux d'entrepreneuriat féminin, à favoriser l'autonomisation des femmes et à faciliter l'engagement avec la société civile, le monde universitaire et les entreprises.

Les représentant.e.s du Fonds Égalité ont fourni des observations sur les intersections entre la PAIF et la SIP. Jacqueline Ovens et Beatriz Gonzalez ont mis l'accent sur les droits de la personne, l'égalité des genres et le développement économique et social. Étant donné que les mouvements sociaux et la société civile jouent un rôle important dans la promotion du développement social, notamment en favorisant l'espace démocratique et civique, l'autonomisation des femmes et la gouvernance inclusive, il est nécessaire de continuer à soutenir le travail basé sur les droits de la personne et la société civile dans la région. Pour sa part, le Fonds Égalité a pour ambition de devenir un important bailleur de fonds en faveur de l'égalité entre les genres et à promouvoir l'investissement dans une optique de genre. En pratique, il s'agit d'améliorer l'accès des femmes au financement (prêts, microfinance), de développer les services et les produits qui ont une incidence disproportionnée sur l'égalité des genres (énergie, eau, alimentation) et de cibler les investissements sur l'inégalité systémique (gouvernance). Il est essentiel de sensibiliser les praticiens de l'investissement et les partenaires financiers à l'égalité des genres et à l'investissement sous une optique de genre. Le Canada est bien placé pour centrer l'analyse des droits de la personne et de l'égalité des genres dans toute stratégie régionale, y compris la SIP.

2.3 En savoir plus sur l'objectif stratégique #3: investir dans les personnes et les connecter

Après ce panel riche et instructif, les participant.e.s ont eu l'occasion de se concentrer sur le troisième objectif stratégique de la SIP, soit *Investir dans les personnes et les connecter*. Les participant.e.s ont abordé ce thème en petits groupes, ce qui a permis de mieux cibler les conversations et d'approfondir les liens entre cet objectif stratégique et les quatre autres objectifs de la SIP (*paix et sécurité, échanges commerciaux et investissements, durabilité et avenir vert, ainsi que partenariat actif et engagé*). À cet égard, chaque discussion de groupe a débuté avec une question générale : Comment la SIP favorise-t-elle concrètement l'investissement dans les personnes et leur connexions ?

Chaque groupe a abordé la question générale à travers le point de vue d'un objectif stratégique afin de refléter les interconnexions existantes dans la stratégie et de les décortiquer à l'aide de questions incitatives additionnelles communiquées aux facilitateur.trice.s et aux participant.e.s avant la consultation. Les principales conclusions des groupes de discussion thématiques sont présentées ci-dessous sous forme agrégée (organisées par question).

2.3.1 Qu'est-ce qui fonctionne dans les relations interpersonnelles entre le Canada et les pays d'Indo-pacifique ?

Connexions existantes

Des liens ont été établis entre le Canada et la région indo-pacifique sur plusieurs générations, par le biais de relations commerciales (accords de libre-échange, petites et moyennes entreprises, missions commerciales de femmes et exportations diverses), mais aussi à travers les connexions de la diaspora, les transferts de technologie, les échanges éducatifs et les initiatives de la société civile. Ces liens révèlent le dynamisme des acteurs de la société civile et la richesse des ressources humaines dans les pays de l'Indo-Pacifique.

Il existe également des partenariats autour du développement, des droits de la personne, de l'aide humanitaire et de la gestion des catastrophes. Ces partenariats ont permis aux ONG canadiennes de créer des entrepôts et des flottes en Inde et aux Philippines, des initiatives soutenant les exportations de la région indo-pacifique vers le Canada grâce, entre autres, au respect des normes et à l'unification des coopératives

La réputation honorable du Canada dans la région indo-pacifique

Dans la région indo-pacifique, il existe un préjugé favorable à l'égard du Canada, grâce aux bonnes relations déjà établies avec des pays comme le Vietnam et l'Indonésie, ainsi qu'à l'intérêt pour les marchés canadiens et à l'expérience en matière d'entrepreneuriat, de cultures et d'exportations.

2.3.2 Quels sont les défis, les sources et les zones de tension ? Où les retrouve-t-on ?

Absence de cohérence

Les participant.e.s ont exprimé leur préoccupation quant au manque de cohérence entre la SIP, la PAIF, la promotion des échanges commerciaux et les stratégies du secteur privé. La SIP ne prête pas une attention suffisante aux questions des droits des travailleurs et travailleuses (en particulier dans l'industrie du vêtement), au recul de la démocratie et au rôle des médias libres et équitables dans de nombreux endroits de la région. La SIP semble être fortement guidée par des intérêts commerciaux et économiques, comme le démontre l'importance des fonds alloués à FinDev par rapport aux fonds d'assistance internationale destinés à la société civile.

Le manque de cohérence peut être examiné sous l'angle du déséquilibre entre la vision ambitieuse de la SIP et l'enveloppe de financement de l'aide internationale relativement nominale pour plusieurs pays de la région. De plus, bien que la paix et la sécurité soient des objectifs stratégiques, la SIP fournit un financement et un soutien limités aux processus d'instauration de la paix.

Il existe également une incohérence apparente entre les efforts et le leadership du Canada en matière de changement climatique, notamment en ce qui concerne la coopération avec les petits États insulaires, et les flux de financement climatique disponibles pour relever ces défis importants.

Fausse solutions et conséquences imprévues

La SIP semble mettre l'accent sur les liens commerciaux et les fausses solutions de durabilité, sans accorder beaucoup d'attention aux questions d'inégalité, d'inclusion, de droits de la personne et de l'enfant, de violences basées sur le genre, de dégradation de l'environnement et de responsabilisation. Il est essentiel de reconnaître qu'il existe des cas où le secteur des échanges commerciaux et des affaires du Canada est extractif, avec peu d'avantages économiques pour les communautés locales.

Alors que la stratégie vise aussi à renforcer le programme canadien pour les étudiants étrangers en offrant des possibilités de résidence permanente et d'emploi aux étudiants de la région indo-pacifique afin d'attirer des travailleurs hautement qualifiés, le Canada doit considérer la fuite des cerveaux dans les pays indo-pacifiques comme une conséquence involontaire

Approche colonialiste

Les participant.e.s ont noté la persistance d'une approche colonialiste et déséquilibrée de la coopération, le Canada étant le seul à envoyer des experts dans la région indo-pacifique. Entre-temps, les partenaires de la région indo-pacifique sont confrontés à des restrictions en matière de visas, dont l'obtention peut prendre jusqu'à 700 jours, ce qui fait qu'il est difficile pour ces entreprises d'envisager des échanges commerciaux avec le Canada. Le financement alloué aux OSC canadiennes pour travailler dans la région indo-pacifique est actuellement limité, et les organisations de cette région ont très peu d'opportunité de soutien qui leur sont offertes, notamment par le biais de financements, mais aussi peu d'occasions de faire valoir leurs propres stratégies.

Il convient d'accorder une attention particulière au langage, aux préjugés et aux partis pris, compte tenu des préjugés raciaux et du racisme croissants qui entravent les liens entre les personnes. Il est important de reconnaître la diversité socioculturelle de la région indo-pacifique et de comprendre que les principes des droits de la personne exprimés d'un point de vue canadien peuvent entraver les organisations (privées ou non gouvernementales) qui opèrent dans la région. Il est également essentiel de s'abstenir de dicter et de promouvoir un type spécifique de démocratie occidentale alors qu'il existe des modèles autochtones de démocratie qui ne sont pas pris en compte dans les discussions. Si le Canada est l'un des pays qui a l'humilité de reconnaître qu'il fait face à des défis intérieurs au niveau national (c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'une démocratie fonctionnant parfaitement), le pays doit aussi reconnaître que l'ordre mondial favorise l'Occident

Que peut-on faire pour relever ces défis ?

Cette question a suscité un nombre de suggestions de la part des participant.e.s quant à des mesures d'atténuation possibles à court (un à deux ans), moyen (deux à cinq ans) et long terme (plus de cinq ans).

À court terme

Établir l'image du Canada dans la région indo-Pacifique

- Établir un profil plus solide pour le Canada afin de se démarquer en tant que partenaire privilégié. De nombreuses parties intéressées courtisent la région indo-pacifique et certains acteur.trice.s, comme les pays scandinaves, présentent très clairement leurs propositions de valeur et ne diluent pas leurs efforts.
- Envisager la nomination d'un médiateur pour la mise en œuvre de la SIP.
- Donner la priorité à l'engagement avec les pays et les domaines de travail prioritaires pour une mise en œuvre réaliste et pour gérer les attentes quant à ce qui peut être réalisé.

Promouvoir l'inclusion, l'équité , et la réciprocité dans le mise en œuvre de la SIP

- Assurer des pratiques de localisation solides, notamment en favorisant l'action climatique menée par les autochtones, en renforçant le développement des entreprises dès le départ, en renforçant l'entrepreneuriat des femmes et en investissant avec une optique de genre de manière à maintenir l'intégrité des femmes et des filles, en tant qu'agentes Autonomes et compétentes (non plus seulement en tant que bénéficiaires d'aide au développement, mais aussi en tant qu'entrepreneures déjà prospères).
- Améliorer les communications relative à la SIP, tant parmi les contribuables canadien.ne.s pour souligner les liens interpersonnels et lutter contre le racisme anti-asiatique, que dans la région indo-pacifique pour présenter le Canada comme un partenaire engagé.
- Mettre l'accent sur la réciprocité dans les relations en vue d'un apprentissage et d'un bénéfice mutuels (p.ex., envoyer des représentant.e.s/partenaires indo-pacifiques pour chaque Canadien envoyé).
- Traiter la question du coût de l'accès aux marchés canadiens pour les petites et moyennes entreprises de la région indo-pacifique, en particulier pour les groupes autochtones, les femmes et les communautés gravement touchées par le changement climatique.
- Faire de l'entrepreneuriat autochtone et féminin, ainsi que du changement climatique, des questions transversales dans la SIP.
- Élaborer et utiliser des indicateurs pour mesurer les progrès de la mise en œuvre en combinant différents facteurs liés à tous les secteurs.
- Réunir les partenaires de la société civile canadienne et mondiale, y compris les communautés de la diaspora au Canada, afin d'établir le profil de leurs relations et de leurs compétences.
- S'attaquer aux restrictions de voyage et aux goulets d'étranglement en matière de visas pour les visiteurs de la région indo-pacifique, en prévoyant une procédure de demande de visa spécifique pour les personnes participant à des événements au Canada

À moyen terme

Promouvoir et défendre les droits de la personne et l'égalité des genres

- Utiliser la SIP pour faire progresser l'égalité et les droits de la personne.
- Soutenir les femmes et les petit.e.s et moyen.ne.s entrepreneur.e.s canadien.ne.s pour qu'ils/elles développent des relations avec les marchés de la propriété intellectuelle

Renforcer les partenariats entre le Canada et la région indo-pacifique

- Améliorer les voyages entre les pays de la région indo-pacifique et le Canada pour les échanges culturels et universitaires.
- Comparer l'engagement d'autres pays dans la région indo-pacifique et la manière dont ils mettent en œuvre leurs stratégies.
- Sensibiliser le Canada et la région indo-pacifique à la SIP, notamment aux opportunités de part et d'autre, aux accords de libre-échange existants, aux possibilités d'impliquer les médias et le public dans les opportunités disponibles (p. ex., les membres du Conseil canadien des affaires travaillent souvent avec les médias pour couvrir des événements commerciaux).

À long terme

Aligner les piliers de la politique étrangère

- Assurer la cohérence de la politique étrangère pour maintenir la crédibilité dans la région indo-pacifique et utiliser l'expérience de la SIP comme exemple pour les futures stratégies canadiennes dans d'autres régions, et potentiellement pour l'apprentissage au sein de la communauté mondiale.
- Tirer parti de la réputation du Canada pour faciliter les conversations entre pays et les conversations transversales (p. ex., le changement climatique, l'environnement).
- Promouvoir des pratiques de travail éthiques auprès des entreprises canadiennes opérant dans la région indo-pacifique.
- Encourager un large soutien à l'engagement du Canada en matière de développement international dans la région indo-pacifique.
- Consacrer une partie du financement multilatéral aux organisations de la société civile opérant dans la région indo-pacifique afin d'établir et de souligner l'importance des liens entre la SIP et la PAIF

Bâtir un engagement qui perdure

- Tirer parti et optimiser les transferts de fonds de la diaspora vers la région indo-pacifique, éventuellement avec un système de contrepartie gouvernementale (par exemple, en tirant les leçons de l'expérience du Québec et d'Haïti).
- Intégrer le financement à long terme dans la stratégie (sur dix ans au lieu de cinq).

Quels sont les éléments clés manquant de la SIP ?

Clarté

- Clarté concernant l'objectif général de la SIP, et en particulier l'objectif et la cible du troisième objectif stratégique portant sur les relations interpersonnelles. Plus précisément, de quelles relations interpersonnelles la SIP parle-t-elle au juste ?
- Clarté sur le rôle du secteur privé concernant les partenariats et la responsabilité d'améliorer le bien-être des travailleurs, la réduction des risques en cas de catastrophe, l'action climatique, etc.
- Une démarche claire pour établir des relations solides avec l'Inde et la Chine.

Cohérence and interconnexions

- Lien explicite entre le développement et le commerce et lien avec la PAIF, avec une attention particulière portée aux droits de la personne et des jeunes, à la démocratie et à la protection de l'espace civique, à l'inclusion des personnes handicapées, à la violence sexuelle et sexiste et à l'égalité des genres.
- Perspective d'intersectionnalité.
- Accent mis sur la responsabilité des entreprises, la transparence, l'obligation de rendre compte et la réciprocité dans la coopération.
- Référence explicite à la réciprocité et à la relation bidirectionnelle entre le Canada et la région indo-pacifique.
- Des liens clairs entre la paix, les crises et le développement.
- Investissements dans la prévention des conflits

Collaboration avec la société civile dans son ensemble

- Allocation de fonds significatifs aux organisations de la société civile.
- Référence aux transferts de fonds des diasporas indo-pacifiques au Canada et aux actions visant à améliorer la sécurité alimentaire.
- Référence aux avantages liés à l'exploitation des expériences des communautés de la diaspora au Canada et des populations des pays indo-pacifiques en tant qu'élément clé pour mieux comprendre les spécificités contextuelles (p. ex., les pays occidentaux sont entrés en Mongolie pour enseigner des femmes chefs d'entreprises prospères, à devenir des entrepreneurs dans un pays dont le passé communiste a forgé l'égalité des genres, ce qui s'est traduit par le fait que les hommes soient moins éduqués que les femmes

Approches de suivi

- Cadre clair pour le suivi de la mise en œuvre de la SIP.
- Des indicateurs de progrès explicites sur des points clés tels que la participation politique, la participation économique, l'égalité des genres et des une augmentation des opportunités à travers les sociétés.

A quoi ressemblerait une SIP mise en œuvre avec succès ?

De vrais partenariats sont formés

- Le Canada est perçu comme un partenaire engagé et fiable dans la région, et des partenariats durables sont établis entre les acteurs canadiens et les pays de la région indo-pacifique.
- Les initiatives locales sont encouragées, avec un soutien particulier offert aux initiatives de base et aux communautés locales plutôt qu'aux entreprises.
- Les relations commerciales entre le Canada et la région indo-pacifique sont renforcées, ce qui se traduit par une augmentation du volume des échanges, de la richesse et de la croissance économique, et par des progrès significatifs pour chaque pays.

Il y a de la cohérence politique

- Il existe une cohérence et une concordance entre la SIP et la PAIF.
- La SIP intègre une approche intersectionnelle et collaborative promouvant une puissance douce (plutôt que des interventions militaires), les droits de la personne et la sécurité humaine.
- La SIP est « attestée par les politiques », ce qui signifie que sa mise en œuvre est soutenue par tous les partis politiques canadiens, quel que soit le parti au pouvoir.

Il y a de la transparence et un processus participatif significatif

- Des consultations régulières sont organisées autour de la SIP (p. ex., des sondages de prises de pouls annuelles), tant au niveau bilatéral pour promouvoir une plus grande coopération avec d'autres pays (auprès des missions de pays qui s'engagent avec les partenaires locaux) qu'au niveau régional pour tirer parti de l'expertise et des réseaux régionaux.
- Des consultations sont organisées dans les pays avec des experts nationaux, y compris les gouvernements locaux.
- Il existe des mécanismes garantissant la transparence, la responsabilité et la longévité des partenariats
- Il existe des espaces d'échange élargis pour la société civile, la collaboration universitaire, le transfert de connaissances et les praticiens du développement

3. Conclusion

3.1 Recommendations

Les participant.e.s à l'événement ont eu beaucoup à dire sur la formulation de la stratégie et les moyens pour favoriser une mise en œuvre significative du troisième objectif stratégique de la SIP, investir dans les personnes et les connecter, tout en maintenant des liens avec les quatre autres objectifs stratégiques de la SIP liés à la paix et à la sécurité, au commerce et à l'investissement, à la durabilité ainsi qu'aux partenariats. En se basant sur la discussion explicitée plus haut, nous en avons extrait des idées clés et les avons d'abord organisées sous forme de recommandations transversales de mise en œuvre, et ensuite autour des cinq objectifs stratégiques.

3.1.1 Recommendations transversales

Garantir la protection des droits de la personne

Pour assurer la mise en œuvre de la SIP, le Canada doit rester fidèle à son engagement vis-à-vis des droits de la personne. Cela pourrait impliquer la nomination d'un médiateur ou d'une médiatrice qui serait, par exemple, chargé d'examiner les incidences des accords commerciaux et des pratiques du travail sur les droits de la personne. Il s'agit également d'intégrer les droits de la personne dans les conversations sur la démocratie, l'espace civique et la liberté des médias, tout en tenant compte des sensibilités liées à l'utilisation d'un langage axé sur les droits de la personne.

Veiller à la cohérence des politiques sur l'ensemble de la politique étrangère, du commerce et de l'aide publique au développement dans la région

La cohérence des politiques devrait être au centre de l'engagement du Canada dans la région indo-pacifique, et l'expérience de la SIP pourrait d'ailleurs éclairer les stratégies et les approches canadiennes en matière de cohérence des politiques dans d'autres régions du monde. L'engagement du Canada dans la région doit inclure une cohérence accrue entre la politique étrangère du Canada, l'aide publique au développement (qui s'inscrit dans la Politique d'aide internationale féministe, PAIF), ainsi que les politiques et les stratégies de promotion du secteur privé et du commerce.

Intégrer une réflexion critique à la mise en œuvre de la SIP

Le gouvernement devrait maintenir une réflexion critique dans la mise en œuvre de la SIP, notamment en comparant l'approche du Canada en matière d'engagement dans la région indo-pacifique avec celles d'autres pays et en élaborant des indicateurs pour mesurer les progrès de cette mise en œuvre.

3.1.2 Recommendations thématiques

Paix et sécurité : intensifier les efforts pour garantir le succès des initiatives liées à la paix, aux crises humanitaires et au développement

Le gouvernement devrait intensifier ses efforts pour concevoir et financer des initiatives efficaces au carrefour de la paix, du développement et de l'action humanitaire dans la région indo-pacifique, en maintenant la cohérence des piliers sur lesquels repose la politique étrangère du Canada pour renforcer la stabilité et la résilience dans la région.

Commerce et investissements : Soutenir le développement des marchés avec divers partenaires

Le Canada devrait soutenir les efforts de développement des marchés dans la région indo-pacifique et les efforts entre cette région et le Canada, en aidant des entrepreneur.e.s canadien.ne.s diversifié.e.s - p. ex. les Autochtones, les femmes, les petites et moyennes entreprises - à établir des réseaux sur les marchés indo-pacifiques, en profilant les possibilités d'affaires au Canada pour les entrepreneurs de cette région et en promouvant des pratiques de travail éthiques à travers la région indo-pacifique.

Investir dans les personnes et les connecter :

- **Faire progresser des partenariats équitables et adaptés aux contextes**

Le gouvernement du Canada devrait faire avancer les partenariats équitables qui s'attaquent aux approches coloniales de la coopération internationale, notamment en favorisant l'action climatique menée par les Autochtones, en renforçant le développement des entreprises locales dès leur lancement, en adoptant des stratégies d'investissement sous le prisme d'égalité des genres et en s'engageant dans l'éducation mutuelle et l'échange de compétences.

Cela requiert de s'attaquer urgemment aux restrictions de voyage et aux goulets d'étranglement en matière de visas pour les visiteurs de la région indo-pacifique, mais aussi de reconnaître les grandes diversités de l'Indo-pacifique et d'éviter l'adoption d'approches « uniformisées ».

- **Soutenir la société civile en tant que partenaire actif dans la mise en œuvre de la SIP**

Il est essentiel de reconnaître et d'encourager le rôle de la société civile dans la mise en relation des personnes. Le financement alloué aux OSC canadiennes pour travailler dans la région indo-pacifique est actuellement limité, et les organisations de cette région ont très peu d'opportunité de soutien qui leur sont offertes, notamment par le biais de financements, mais aussi peu d'occasions de faire valoir leurs propres stratégies.

Durabilité : démontrer un véritable engagement envers le leadership climatique

La SIP offre au Canada l'occasion de faire preuve de leadership dans la lutte contre le changement climatique, ce qui en fait une question transsectorielle dans la mise en œuvre de cette stratégie. Il pourrait notamment s'agir d'améliorer la compréhension des solutions climatiques naturelles dirigées par les autochtones, de renforcer la collaboration avec les petits États insulaires et d'établir des alliances solides permettant des réponses collectives aux urgences climatiques.

Partenariats : démontrer la proposition de valeur et les priorités du Canada dans la région

Le Canada devrait démontrer une fois de plus sa proposition de valeur dans la région en clarifiant ses priorités (par pays clés et par questions clés). Le gouvernement devrait également réfléchir à la manière de s'assurer que l'engagement du Canada dans la région, notamment en matière de développement international, est positionné pour un engagement multipartite et cohérent dans la région.

3.2 Prochaines étapes

Dans son allocution de clôture, Patricia Peña, sous-ministre adjointe chargée des partenariats et opérations en développement international à AMC, a réaffirmé l'importance des partenariats pour acheminer efficacement l'aide internationale à l'échelle mondiale. C'est un domaine dans lequel les OSC canadiennes ont fait preuve d'excellence et dans lequel elles continuent à mettre en avant l'excellence, l'intégrité et l'innovation. C'est aussi pour cette raison que Coopération Canada est déterminée à poursuivre le dialogue avec AMC en matière de stratégies régionales et de leur alignement au programme féministe du Canada. Les échanges riches lors des panels et des groupes de discussion ont révélé la vaste expérience et les relations qui peuvent être exploitées pour assurer une mise en œuvre réussie de la SIP et des relations solides, durables et mutuellement bénéfiques entre le Canada et les pays de l'Indo-Pacifique.

À titre de suivi immédiat à la consultation nationale, une série de tables rondes régionales seront organisées par le Réseau de coordination des conseils provinciaux et régionaux pour la coopération internationale à Montréal, Toronto et Vancouver. Les recommandations mentionnées ci-dessus préconisent une collaboration continue avec le secteur commercial afin de garantir que les communautés locales profitent des avantages durables tirés des activités commerciales. À cet égard, il est possible pour Coopération Canada et pour la société civile d'apporter des éléments et un éclairage précieux aux organismes gouvernementaux et aux associations industrielles engagées dans la région indo-pacifique, tels que FinDev, Exportation et développement Canada et le Conseil canadien des affaires.

Coopération Canada est également en mesure de contribuer aux efforts déployés par [Emploi et Développement social Canada](#) pour documenter et surveiller comment le Canada réalise les Objectifs de développement durable à l'étranger. Le chevauchement des mises en œuvre du Programme 2030 et de celle de la SIP sur les cinq prochaines années représente l'occasion pour le Canada de faire preuve de leadership mondial et d'apporter des changements concrets et significatifs dans la vie des gens.

Enfin, il reste beaucoup à faire pour aligner ou démontrer l'alignement entre la SIP et la PAIF comme le soulignent les recommandations. S'appuyant sur son engagement avec Femmes et Égalité des genres Canada autour de la Commission de la condition de la femme durant ces dernières années, et en collaboration avec des membres qui ont une expertise approfondie en matière de droits des femmes et d'égalité des genres, Coopération Canada pourrait faciliter les conversations reliant la SIP à la PAIF, compte tenu notamment des nombreux jalons prévus pour 2025, y compris la soixante-neuvième session de la CCF marquant Beijing+30, la présidence du G7 et le compte à rebours de cinq ans jusqu'à l'expiration du Programme 2030.

À propos de Coopération Canada

Coopération Canada rassemble les organisations canadiennes de développement international et d'aide humanitaire et défend leurs intérêts en réunissant les leaders du secteur, en influençant les politiques et en renforçant les capacités. Ensemble, nous travaillons avec des partenaires à l'intérieur et à l'extérieur du Canada pour construire un monde équitable, sûr et durable pour tous·tes.

Reconnaissance des terres

Coopération Canada reconnaît l'oppression et la colonisation historiques et continues de tous les peuples, cultures et terres autochtones dans ce que nous appelons aujourd'hui le Canada. Le territoire sur lequel se trouve le bureau de Coopération Canada est le territoire traditionnel non cédé du peuple Algonquin Anishnaabe. Nous croyons que la justice sociale au Canada et dans le monde dépend de la réconciliation avec tous les peuples autochtones, y compris les Premières nations, les Métis et les Inuits, qui sont les premiers gardiens de la terre que nous sommes reconnaissant·e·s de partager.